

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 21 JUIN 2025 A 9H30

N° 25 06 38

Rapporteur : Dominique BELLENGER

AFFAIRES GÉNÉRALES

PERSONNEL

RIFSEEP et régime indemnitaire pour les policiers municipaux et gardes-champêtres – Indemnisation des agents publics en congé maladie ordinaire (CMO) 90%

. Modifications – Adoption

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 21 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un juin à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le treize juin deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Christine MOREL, M. Dominique BELLENGER, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. José GUTIERREZ, Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Sylvie BUREL à Mme Christine MOREL, Mme Justine DUCHEMIN à Mme Marjorie BELLENGER, M. Anthony DE VRIES à M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. Ousmane NDIAYE à M. Dominique BELLENGER, Mme Yvette ROMERO à Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Élise ROGER à Mme Sylvie ROGER.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : Mme Sylvie DUCOEURJOLY (jusqu'au point n° 25 06 02), Mme Sabrina LEFEBVRE (jusqu'au point n° 25 06 02), M. Anthony DEVRIES (à partir du point n° 25 06 39), M. Yoann LEFRANC (à partir du point n° 25 06 39).

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy EVRARD, M. Samuel LEROY, M. Nicolas NOUAILHAS, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 06 03	A partir du point N° 25 06 39
Présents	15	16	15
Procurations	6	7	6
Absents excusés	2	0	2
Absents	6	6	6
Votants	21	23	21

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250621-2506-38-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025
Publication : 01/07/2025

Mesdames, Messieurs,

Depuis le 1^{er} mars 2025, l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, et la parution de deux décrets, n° 2025-197 et n° 2025-198, ont réduit l'indemnisation des agents publics (titulaires, stagiaires, et contractuels de droit public) en congé de maladie ordinaire (CMO) de 100% à 90% durant les trois premiers mois du congé.

Selon l'article 1^{er} du décret n° 2010-997 du 26 août 2010, et en vertu du principe de parité avec les agents de la fonction publique de l'Etat selon lequel aucun avantage supérieur ne saurait être maintenu par les collectivités territoriales, aucune prime ou indemnité ne pourra être maintenue au-delà de 90% pendant les trois premiers mois de CMO.

En conséquence, les délibérations maintenant le régime indemnitaire (IFSE ou ISFE) des agents publics à 100% pendant les trois premiers mois du CMO doivent être modifiées afin que cette part soit maintenue à hauteur de 90% au maximum.

L'article 3 de la délibération n° 18 02 17 du 26 février 2018 (modulations individuelles – modulation de l'IFSE du fait des absences) est modifié comme suit :

Les termes : « En cas de congé maladie ordinaire de moins de 90 jours consécutifs ou non sur les 12 mois précédents [...] : l'IFSE est maintenue **intégralement** », sont remplacés par les mots suivants : « En cas de congé maladie ordinaire de moins de 90 jours consécutifs ou non sur les 12 mois précédents [...] : l'IFSE est maintenue à **90%** ».

L'article 3 de la délibération n° 24 12 34 du 7 décembre 2024 (modulations individuelles – modulation de l'ISFE du fait des absences) est modifié comme suit :

Les termes : « En cas de congé maladie ordinaire de moins de 90 jours consécutifs ou non sur les 12 mois précédents [...] : l'ISFE est maintenue **intégralement** », sont remplacés par les mots suivants : « En cas de congé maladie ordinaire de moins de 90 jours consécutifs ou non sur les 12 mois précédents [...] : l'ISFE est maintenue à **90%** ».

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

VU le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie,

VU le décret n° 2025-198 du 27 février 2025 relatif à la rémunération maintenue en congé de maladie pour certains agents publics,

VU la délibération n° 18 02 17 du 26 février 2018 instaurant au 1^{er} avril 2018, au sein de la Ville d'Harfleur, le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

VU la délibération n° 24 12 34 du 7 décembre 2024 instaurant au 1^{er} janvier 2025, au sein de la Ville d'Harfleur, le nouveau régime indemnitaire pour les policiers municipaux et les gardes-champêtres – Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE)

VU l'avis du Bureau Municipal du 10 juin 2025,

- autorise les modifications énoncées ci-dessus aux articles 3 des délibérations n° 18 02 17 du 26 février 2018 et n° 24 12 34 du 7 décembre 2024 mentionnées précédemment.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Christine MOREL
Maire,



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.